



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ESSONNE

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Boulevard de France 91010 Évry Cedex

ARRÊTÉ

n° 2010.PREF.DCI2/BE 0086 du 21 mai 2010

mettant en demeure la Société FERELEC INDUSTRIES dont l'activité et le siège social se situent 30 rue Gutenberg – Z.I La Marinière à BONDOUFLE (91070) de respecter les prescriptions de fonctionnement de son arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2009.PREF.DCI3/BE 0014 du 27 février 2009

**LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'Environnement, et notamment l'article L.511-1, L.514-1 et R.512-1,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 16 mai 2008 portant nomination de M. Jacques REILLER, préfet, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-PREF-DCI/2-052 du 23 décembre 2009 portant délégation de signature à M. Pascal SANJUAN, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté n° 2009.PREF.DCI 3/BE 0014 du 27 février 2009 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations de la Société FERELEC INDUSTRIES situées 30 rue Gutenberg – Z.I La Marinière à BONDOUFLE (91070) pour les activités suivantes :

- **n° 2565.2 (A)** : revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage des surfaces visés par la rubrique 2564. *Volume des cuves = 123 260 litres.*
- **n° 2565.3 (DC)** : revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage des surfaces visés par la rubrique 2564.

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 12 avril 2010, établi à la suite de visites de l'exploitation effectuées les 17 et 22 mars 2010,

VU le rapport d'analyses SGS en date du 26 mars 2010,

CONSIDERANT la présence sur le site de baignoires et de produits placés hors rétention,

CONSIDERANT la découverte récente d'une partie du réseau de collecte des effluents,

CONSIDERANT que l'incendie de novembre 2009 a détruit une partie du site dont certains éléments sont actuellement nécessaires au fonctionnement des ateliers indemnes,

CONSIDERANT que les modifications apportées par la Société FEREELEC INDUSTRIES aux installations actuellement en fonctionnement n'ont pas fait l'objet d'une information,

CONSIDERANT que la protection des intérêts visés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement n'est pas garantie et qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 514-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : La Société FEREELEC INDUSTRIES dont l'activité et le siège social sont situés 30 rue Gutenberg – Z.I La Marinière à BONDOUFLE (91070), est mise en demeure **sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral n° 2009.PREF.DCI3/BE 0014 du 27 février 2009 :

① placer tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux et des sols sur rétention. Le volume de rétention doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés,

conformément à l'article 7.5.3.1 de l'arrêté susvisé,

② mettre à jour et dater le schéma de tous les réseaux et le plan des égouts conformément l'article 4.2.2 de l'arrêté susvisé,

③ faire réaliser, par un organisme compétent, une vérification de l'ensemble de l'installation électrique. L'organisme compétent doit mentionner très explicitement les déficiences relevées dans son rapport conformément à l'article 7.2.3 de l'arrêté susvisé,

④ faire contrôler, par un organisme extérieur, le bon état des installations de traitement des eaux usées industrielles conformément à l'article 4.3.4 de l'arrêté susvisé,

⑤ s'assurer que les rétentions sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. Contrôler l'état des rétentions et l'étanchéité des réservoirs associés conformément à l'article 7.5.5.1 de l'arrêté susvisé,

⑥ s'assurer que les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas (à l'exception de celles dédiées au déchargement), conformément à l'article 7.5.5.1 de l'arrêté susvisé,

⑦ porter à la connaissance de Monsieur le Préfet de l'Essonne toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation, et de nature à entraîner une modification notable des éléments du dossier de demande d'autorisation conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté susvisé,

⑧ mettre en place un système de captation des effluents atmosphériques dans les ateliers actuellement en fonctionnement conformément à l'article 3.2.1 de l'arrêté susvisé,

⑨ éliminer les boues de traitement stockées dans la rétention de la station de traitement des eaux, conformément à l'article 5.1.1 de l'arrêté susvisé,

ARTICLE 2 Sanctions En cas de non respect des injonctions susvisées dans les délais impartis, la Société FERECLEC INDUSTRIES sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement,

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours - (Article L.514-6 du code de l'Environnement)

I. - Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES CEDEX) :

1°/ Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2°/ Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Le Maire de BONDOUFLE,

Les Inspecteurs des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Pascal SANJUAN